

Art. 3. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 28 janvier 1982
Général G. Eyadéma

**CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH
BAREME COPRAH 1982**

	FRANCS CFA	LA TONNE
PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR		
BASE ANEHO		62.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	834	
2 Transport au centre de collecte	500	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	555	
4 Transport Lomé	900	
	2.789	
VALEUR NU-BASCULE LOME		64.789
5 Financement 9% — 1 mois 1/2 sur V.L.M.	749	
6 Frais généraux	1.041	
	1.790	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME		66.579
7 Déchets 5% — V.L.M.	3.329	
8 Commission acheteur agréé	1.290	
	4.619	
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		71.198

N.B. Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280 F la pièce.

DECRET N° 82-18 du 28 janvier 1982 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1982.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT);

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE

Article premier. — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 4 janvier au 31 décembre 1982 est fixé à 49 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixé à 56.287 francs CFA la tonne.

Art. 3. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

gement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 28 janvier 1982
Général G. Eyadéma.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN
BAREME RICIN 1982**

FRANCS CFA

LA TONNE

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR		49.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.035	
2 Transport au centre de collecte	800	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	637	
4 Transport Lomé	900	
	3.372	
VALEUR NU-BASCULE LOME		52.372
5 Financement 9% sur 1 mois 1/2 V.L.M.	608	
6 Frais généraux fixes	1.041	
	1.649	
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME		54.021
Déchets 3% sur V.L.M.	1.621	
8 Commission acheteur agréé	645	
	2.266	
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		56.287

N.B. Les sacs consignés non retournés sont facturés à 280F la pièce.

Décret N° 82-19 du 2 février 1982 portant création d'un service national des pistes rurales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'aménagement rural;
Vu les articles 15 et 21 de la constitution;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé un service national des pistes rurales placé sous la tutelle du ministère de l'aménagement rural.

Art. 2. — Le service national des pistes rurales a pour attributions, entre autres, l'exécution de divers programmes de pistes de desserte tendant à désenclaver les villages, à faciliter les communications et à favoriser l'écoulement des productions agricoles.

Art. 3. — L'organisation et les structures administratives du service national des pistes rurales seront définies par un arrêté du ministre de l'aménagement rural.

Art. 4. — Le directeur du service national des pistes rurales sera nommé par décret sur proposition du ministre de l'aménagement rural.

Art. 5. — Le ministre de l'aménagement rural est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 février 1982

Général G. Eyadéma

Décret N° 82-30 du 25 février 1982 ordonnant extradition.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 15 de la constitution;

Vu le décret du 17 avril 1928 fixant la procédure et les effets de l'extradition;

Vu la convention judiciaire entre la République française et la République togolaise du 10 juillet 1963;

Vu la demande d'extradition présentée le 28 octobre 1981 par le juge d'instruction de Chateauroux (République française);

Vu l'arrêt n° 34 rendu le 22 décembre 1981 par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Lomé

DECRETE:

Article premier. — Le nommé Berger Wilfrid Pierre Marcel, née le 11 février 1935 à Theil sur Vanné (Yonne) fils de Berger Marcel et de Taldier Geneviève Augustine de nationalité française détenu suivant mandat d'arrêt en date du 16 juin 1981 du juge d'instruction de Chateauroux et mis en exécution le 21 décembre 1981 sous la prévention de délits assimilés aux banqueroutes simples et frauduleuses, infractions aux lois sur les sociétés commerciales et escroquerie commis à Vatan, sera extradé et remis aux autorités françaises compétentes à Lomé à la prochaine date arrêtée entre le gouvernement de l'Etat requérant et le gouvernement de l'Etat requis.

Art. 2. — Les frais de transport de l'intéressé et de son escorte au départ de Lomé seront pris en charge par le gouvernement français.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères et de la coopération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 février 1982

Général G. Eyadéma.

Décret no 82- 41 du 3 mars 1982 fixant le montant des indemnités de fonctions des secrétaires des chefs de canton de la République Togolaise pour l'année 1982

Vu l'article 16 de la constitution;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêt n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo;

DECRETE :

Article — premier : Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires des chefs de canton sont fixées comme suit pour l'année 1982 :

Préfecture du Golfe (Lomé)

Kondo Assion secrét. du chef de canton d'Amoutivé	72.000
Aklassou Molémé secrét. du chef de canton de Bè	72.000
Wataklassou Kodjovi secrét. du chef de canton de Baguida..	60.000
Sedjro Azanglo secrét. du chef de canton d'Agoè-Nyivé....	72.000
Semekonao Kokou secrét. du chef de canton d'Aflao.....	72.000
Houkpator Kwami secrét. du chef de canton de Sanguéra..	60.000

Préfecture des Lacs (Aného)

Ohin Kouamba secrét. du chef traditionnel d'Aného.....	72.000
Lawson Boèvi secrét. du chef traditionnel d'Aného.....	72.000
Djibom Sédemon Somahè secrét. du chef traditionnel de Glidji	72.000
P.M. secrét. du chef traditionnel d'Agbodrafo	60.000
P.M. secrét. du chef traditionnel d'Attitogon	60.000
P.M. secrét. du chef traditionnel d'Agomé-Glozou	60.000
P.M. secrét. du chef traditionnel de Kéta	60.000

Préfecture de Vo (Vogan)

Afoutou Komlanvi secrét. du chef traditionnel de Vogan..	96.000
Agbodo Yawo secrét. du chef tradition. de Togoville.....	60.000

Préfecture de Yoto (Tabligbo)

Aziakpati Yao Sokémawou secrét. du chef traditionnel de Tabligbo	72.000
Honsou Komlan Mamleh secrét. du chef traditionnel de Kouvé	60.000

Préfecture de Zio (Tsévié)

Ahiagba Kodjo Fayossewo secrét. du chef de canton de Tsévié	72.000
P.M. secrét. du chef de canton de Davié.....	60.000
Drafor Koffi Nenyô secrét. du chef de canton de Gblainvié.	60.000
Amouzou S. Mawuko secrét. du chef de canton de Dalavé....	60.000
Alate Eklou secrét. du chef de canton de Kpogamé.....	60.000
Avunya Gbato Komi secrét. du chef de canton de Gbatopé....	60.000
Awudi Komla secrét. du chef de canton de Gapé.....	72.000
Edze Koudé Komla secrét. du chef de canton de Agbélouvé....	72.000
Mokli Komla Ségbédji secrét. du chef de canton de Bolou....	60.000
Djaka Setsoafia secrét. du chef de canton de Mission-Tové....	72.000
Tengue Akua Elom secrét. du chef de canton de Kévé.....	72.000
Awlime Koffito-Djabakou secrét. du chef de canton d'Assahun	72.000
Wukanya Kodjo secrét. du chef de canton de Badja.....	60.000
Awisse Kodjo secrét. du chef de canton d'Aképe.....	60.000
Gumenu G. Koffi secrét. du chef de canton de Zolo.....	60.000
Gbetey Amuzuvi Kokou secrét. du chef de canton de Noépe..	60.000

Préfecture de L'Ogou (Atakpamé)

Atcha Dotsè secrét. du chef de canton de Gnagna.....	96.000
Illene Tèvi Komi Ayedjo secrét. du chef de canton de Djama..	74.000
Amoudji Missihoun secrét. du chef de canton de Woudou....	72.000
Awadi Tchédiè secrét. du chef de canton Elavagnon-Est-Mono	72.000
Ayikoé Komi secrét. du chef de canton de Kpessi.....	60.000
Oyo Yaou secrét. du chef de canton de Igberioke Moretan....	72.000

Préfecture de Kloto (Kpalimé)

Landji Dodji Mensavi Koffi secrét. du chef de canton de Kpalimé	72.000
Dakpui Kokou Dzifa secrét. du chef de canton de Danyi-Atigbé	72.000
Goka Kwadzo secrét. du chef de canton d'Agou-Nyogbo....	72.000
Adibolo Komla Ametefe secrét. du chef de canton de Kpélé..	96.000
Bansah Koffi secrét. du chef de canton d'Agomé.....	60.000
Yao Kokou secrét. du chef de canton d'Ahlou.....	60.000
Gazupké Kossivi secrét. du chef de canton d'Akata.....	60.000
Srahavi Komi Dzogbéku secrét. du chef de canton de Lanvié..	60.000
Agbézudo Yawo secrét. du chef de canton de Danyi-Kakpa..	60.000
Adonou Komla secrét. du chef de canton de Hanyigba.....	60.000
Etse Kodzo Mawuko secrét. du chef de canton de Tové.....	60.000
Apla Kwami Sefenu secrét. du chef de canton de Kpadapé....	60.000
Tété Tcheyi Kpodzro secrét. du chef de canton de Kouma....	60.000
Kedzi Yawo secrét. du chef de canton de Kpimé.....	60.000